

Le Cheminot de France

Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France, des Colonies et Pays de Protectorat

Rédaction et Administration 5, rue Cadet - Paris (9^e) Tél. : TAITbout 40-91 C. P. Assurance-Accidents, PARIS 1500-18 Fédération - PARIS 26 44 Le N° : 3 fr. - Abonnement : 50 Fr.

LES transports

constituent l'un des plus importants de nos Services Publics.

Ils doivent être intégrés comme tels dans l'organisation nouvelle de notre économie nationale.

LA DÉFENSE DU CHEMIN DE FER

Il en est trop qui considèrent le chemin de fer comme un outil vieilli, démodé, peu adaptable aux besoins modernes, en un mot comme une invention d'un autre âge maintenant dépassée.

Rien de plus inexact. Le chemin de fer possède en lui-même des ressources considérables, sinon infinies, qui lui permettent de s'adapter beaucoup mieux qu'on ne le pense aux exigences de la vie présente et de bénéficier de tous les progrès de la technique moderne. Il suffit qu'on veuille exploiter ces ressources ; là est toute la question.

Car on ne l'a pas jusqu'à présent sincèrement voulu. Les anciennes compagnies dissimulaient, sous des dehors honnêtes, des intérêts particuliers fort étrangers — pour ne pas dire plus — à ceux dont elles avaient la garde. Elles suivaient avant tout une politique capitaliste orientée vers les expériences nouvelles, sources de gros profits, et y sacrifiaient délibérément les vieilles affaires improductives ou stabilisées comme l'exploitation des chemins de fer avec la garantie d'intérêt.

Rien d'étonnant à ce qu'elles n'aient rien voulu faire qui puisse permettre au chemin de fer, en se rénovant, de lutter victorieusement contre ses concurrents. Il suffira à nos lecteurs, pour se faire à cet égard une juste opinion, de se reporter à la collection du *Cheminot de France*, qui, de 1934 à 1939, a mené contre les fossoyeurs plus ou moins intéressés du chemin de fer une campagne vigoureuse et des plus sérieusement documentées.

Il y avait cependant tout à faire, dès 1934, pour sauver le rail en péril.

Celui-ci ne possède-t-il pas sur les autres modes de transport — principalement sur la route — des avantages capitaux ? Circulant sur un domaine qui lui est exclusivement réservé, disposant de véhicules de forte capacité et de moyens de traction d'une puissance à nulle autre comparable, il offre à l'usager trois avantages essentiels : sécurité, vitesse et régularité. De plus, promu au rang de service public, il est soumis à des sujétions d'ordre économique — dont l'obligation de transporter — qui justifient sa devise : « Le chemin de fer est service du pays ».

Que lui manque-t-il donc ? Ceci : plus de souplesse dans ses méthodes d'exploitation, une modernisation rapide de son vieux matériel et de ses moyens de traction, une modification profonde de sa politique tarifaire. Il lui manque enfin d'être protégé par la puissance publique en fonction même du rôle qu'elle lui a assigné dans la vie du pays. Peut-on donner tout cela au chemin de fer ?

LES anciennes compagnies ne sont plus. *Requiescant in Pace*. Elles ont fait place à la S.N.C.F., née, on peut le dire, de leur carence devant l'ineluctable problème de la réorganisation des transports, conséquence de la mise en œuvre de moyens nouveaux offerts par l'électricité et le moteur à explosion.

La nation attend d'elle un grand effort de rénovation, dont les destructions de guerre lui en donnent exceptionnellement l'occasion. Cet effort, est-elle décidée à le faire et dans quelles conditions ?

Sans trahir aucun secret, nous pouvons répondre par l'affirmative et rassurer ceux qui, dans la profession comme en dehors d'elle, se sont posé la question.

Le chemin de fer ne sera pas reconstruit tel qu'il était. Des études très poussées sont en cours à ce sujet et les dirigeants syndicaux en suivent très attentivement le développement. Elles sont suffisamment avancées pour que les commandes et marchés en préparation puissent en tenir compte et être lancées à bref délai sans risque d'être annulées ou modifiées par la suite. On peut d'ores et déjà savoir que la traction électrique sera substituée à la traction à vapeur sur un très grand nombre de lignes, ce qui permettra d'augmenter sensiblement les vitesses commerciales d'avant guerre en même temps que la capacité des trains ; que les arrières secondaires seront dotées d'un matériel nouveau, mieux approprié à leurs besoins, et que l'utilisation des autorails y sera développée ; que les locomotives à vapeur subiront elles-mêmes d'heureuses transformations ; qu'en ce qui concerne les marchandises, des améliorations considérables seront apportées dans leur acheminement, accompagnées d'aménagements tarifaires aussi bien adaptés que possible aux nouvelles particularités du trafic ; que nous aurons des gares modernes, conçues vraiment pour les besoins du chemin de fer ; qu'en un mot celui-ci fera peu ou pas de bénéfice exclusif des usagers.

Mais un tel effort n'est possible que dans la mesure où les Pouvoirs Publics assureront au rail une certaine sécurité. Cette sécurité, qu'il avait connue longtemps et qui lui avait permis de prospérer en se perfectionnant sans cesse, il l'a perdue du fait d'une concurrence déloyale exercée par d'autres modes de transport (le plus souvent improvisés) à la faveur d'une législation de fortune. La coordination de 1934 n'a su que lui imposer des sacrifices inutiles, ses concurrents s'étant, dans la plupart des cas, montrés impuissants à assurer ses obligations. Il ne faut pas que de telles erreurs se renouvellent. La législation de 1934 reposait en quelque sorte sur le fait accompli. Celle que nous attendons aujourd'hui du Gouvernement doit intervenir en toute liberté, en toute indépendance vis-à-vis de qui que ce soit.

Elle devra réaliser l'égalité des charges et des obligations, conditions nécessaires à toute coordination sérieuse et efficace des différents modes de transports. Il faudra donc que les transports routiers à grande distance quittent le secteur libre pour entrer dans le secteur nationalisé pour y former avec le chemin de fer, un vaste service public des transports, dont ce dernier sera l'animateur. Il faudra que les services routiers perpendiculaires s'harmonisent avec la vie du rail, qu'ils prolongent et qu'en particulier les gares routières soient des points de transit judicieusement placés. Bien d'autres ajustements seront à faire, notamment dans le domaine des tarifs. Ils devront tous répondre à cette nécessité d'intérêt national qu'est la protection de l'une des plus grandes richesses du pays, nos chemins de fer.

André PAILLIEUX,
Secrétaire général.

NOS SALAIRES

A propos d'une prochaine revalorisation

Parallèlement à l'augmentation de salaires qui vient d'être accordée par le Gouvernement à nos camarades fonctionnaires, les cheminots attendaient tout naturellement une revalorisation de leur rémunération. En cette matière d'ailleurs leur sort a depuis bon nombre d'années été lié étroitement à celui des agents de l'Etat.

Le 2 janvier, nous étions reçus, avec nos camarades du Comité Inter-fédéral des Cheminots par M. René MAYER, ministre des T.P., qui voulait, avant son départ en Amérique, nous faire part des intentions du Gouvernement à notre égard. Une augmentation sensible des salaires des cheminots était prévue, nous aurions à en discuter avec la direction de la S.N.C.F. et le ministre espérait bien à son retour être saisi d'un projet sur cette importante question.

La discussion a commencé quelques jours après et bien qu'aucune décision définitive n'ait encore été prise, nous pouvons d'ores et déjà donner à nos camarades les renseignements ci-après qu'ils attendent certainement avec beaucoup d'impatience :

Comme pour les fonctionnaires, le total annuel des émoluments de l'agent majeur ne pourra être inférieur à 36.000 francs.

Ce sera vraisemblablement le salaire attribué à l'agent à l'essai de l'échelle 1 si, comme nous l'espérons bien, le projet soumis par la S.N.C.F. à l'agrément des ministres des T.P. et des Finances est accepté.

Le salaire de l'agent à l'essai étant normalement inférieur de 5 p. 100 à celui du premier échelon de l'échelle, nous pouvons donc escompter un débüt d'échelle 1 à 37.900 et un dixième échelon à 46.400.

Ceci représente en somme une mise au coefficient 4 des salaires de 1930 augmentés de la prime de fin d'année au taux fixé par la Convention Collective. Toutefois, il ne semble pas que tous les traitements, jusqu'au maximum de l'échelle 18 se voient affectés du même coefficient, il est très probable au contraire, que ce coefficient d'augmentation d'augmentera assez légèrement d'ailleurs pour les plus hautes échelles.

Il n'est pas possible de donner plus de précision tant que le projet présenté par la S.N.C.F. (après discussion avec les représentants des organisations syndicales), n'aura pas été accepté par les deux ministres intéressés.

Ce qu'il est possible de dire, c'est qu'à la base il y aura, en brut, une augmentation de 22 p. 100 environ. Pour ce qui est de l'éventailage

des salaires, nous avons demandé que les augmentations soient plus importantes pour les premiers échelons que pour les derniers. Ceci permettrait aux jeunes agents d'arriver plus rapidement au traitement moyen de leur échelle.

Espérons que nous obtiendrons satisfaction sur ce point particulier, ce serait stricte justice, d'abord parce que les jeunes agents après quelques années de formation indispensable sont à l'âge où l'on apporte le rendement maximum ; parce que généralement leur situation de famille justifie un salaire vraiment vital et aussi parce que l'on doit se souvenir que les fonctionnaires arrivent en quinze ans au maximum de leur échelle alors que les cheminots mettent plus du double de ce temps pour atteindre le même plafond.

En ce qui concerne la prime de fin d'année, les pourcentages en seraient ramenés à ceux fixés par la Convention collective, c'est-à-dire inférieurs de 5 p. 100 à ceux pratiqués actuellement. Il faut se rappeler d'ailleurs que pendant l'occupation, les gratifications de fin d'année avaient été augmentées faute de pouvoir revaloriser les traitements par suite de l'opposition des occupants.

La diminution du pourcentage des gratifications permettra d'ailleurs de faire porter l'augmentation sur le salaire mensuel.

Il est bien entendu que l'actuelle indemnité spéciale temporaire de cherté de vie disparaîtrait et serait intégrée dans le traitement. Ceci sera beaucoup plus avantageux pour le calcul de la retraite.

En ce qui concerne la retenue pour la Caisse de Retraites, elle passera de 5 à 6 p. 100 du traitement, mais il ne sera plus retenu ni le premier mois d'affiliation (1/24^e d'affiliation), ni le 1/12^e d'augmentation. Toutes retenues cesseraient dès l'application des nouvelles règles.

En ce qui concerne les indemnités de résidence, nous avons protesté contre toute prétention de supprimer cette indemnité aux célibataires et mariés sans enfant dans les localités de moins de 20.000 habitants, ainsi qu'il est prévu pour les fonctionnaires. Il apparaît toutefois que nous n'éviterons pas la suppression dans les localités qui bénéficiaient des trois ou quatre premiers paliers du barème.

Le système des indemnités de résidence des cheminots est d'ailleurs sans conteste beaucoup plus rationnel que celui des fonctionnaires. Les taux en ont été fixés par des Commissions paritaires, après enquêtes sur le coût de la vie dans chaque localité intéressée.

Elles représentent donc bien le correctif indispensable au salaire fixé nationalement et d'une façon beaucoup plus logique que les indemnités des fonctionnaires fixées uniquement en tenant compte du nombre d'habitants dans chaque résidence.

A notre sens, il convient beaucoup mieux d'aligner le système des fonctionnaires sur le nôtre, plutôt que de faire le contraire.

Quoi qu'il en soit, constatons que nous allons à une modification assez importante de notre système de rémunération, modification qui se traduira par une augmentation substantielle, que nos camarades attendent impatiemment, en ces temps où les ménagères ont tant de difficultés à joindre les deux bouts.

Ajoutons pour en finir que l'augmentation est prévue pour être appliquée à compter du 1^{er} février 1945. Il est toutefois improbable que les bureaux de solde pourront être renseignés à temps pour payer en février et qu'il faudra encore se contenter ce mois-là d'un acompte.

Incidence sur les retraites

On se souvient que l'indemnité temporaire des retraités avait été augmentée en juillet 1943 en même temps d'ailleurs que le personnel d'activité obtenait un relèvement des salaires.

Toutefois, les agents partant en retraite depuis cette date bénéficiaient, jusqu'à présent, d'un système plutôt baroque d'indemnité différentielle qui les privait de toute augmentation correspondant aux versements effectués sur les nouveaux traitements.

Après la libération et lors de l'augmentation générale des salaires au 1^{er} septembre, la question de la péréquation des retraites a été posée et le principe de cette péréquation admis.

C'est d'ailleurs en attendant l'application de cette mesure, que les indemnités des retraités furent doublées.

Il est indispensable maintenant que les pensions soient calculées en fonction des traitements d'activité accordés au 1^{er} février 1945.

Les retraites basées sur les anciens traitements doivent au plus tôt être affectées d'un coefficient d'augmentation comparable à celui qui affecte les salaires.

Nul doute d'ailleurs qu'une solution de ce genre ne tarde à être adoptée et nous ne manquerons pas d'en avertir nos « anciens » dès que la chose sera officiellement arrêtée.

Léon DELSERT,
Secrétaire Général adjoint.

L'EPURATION

Épuration rapide, soit mais justice d'abord

Il est indéniable que la persistance des remous suscités par cette irritante question de l'épuration nuit sensiblement à l'œuvre d'apaisement à laquelle se consacrent, sans se décourager, tant de bonnes volontés. C'est une excellente raison pour regarder les choses bien en face.

Nous partageons le désir légitime qu'on l'opinion publique et le Gouvernement de voir mettre rapidement un terme à des situations équivoques, génératrices de désordre. Il ne faut cependant pas que le souci d'aller vite vienne faire échouer à l'impérieux devoir de ne frapper qu'à bon escient.

Dans cette grave conjoncture où se joue l'honneur des accusés, ceux-ci, gardent le droit — essentiellement démocratique — d'organiser leur défense à leur gré, ce qui, joint à la fréquente nécessité d'avoir à recueillir de nombreux témoignages (et l'expérience prouve combien c'est indispensable à la manifestation de la vérité) n'est pas sans allonger considérablement les débats. D'autre part, le nombre de cas s'est révélé sensiblement plus élevé qu'il apparaissait tout d'abord. Enfin, l'obligation — morale indispensable — pour les Commissions régionales d'avoir à se déclarer pour ou contre leur place, et le retard au départ, dont nous avons dévoilé les causes — expliquent que certaines de ces Commissions, bien que siégeant à peu près sans interruption, soient très loin d'avoir accompli leur mission.

Dans ces conditions, vouloir imposer un terme trop rapproché à leurs pouvoirs ministériels conduirait inéluctablement à un but contraire à celui qu'on veut atteindre, l'apaisement des esprits, si nécessaire à l'effort de guerre que la nation attend à juste titre des cheminots. Nous voulons donc espérer que les pouvoirs publics continueront à faire confiance pour poursuivre leur tâche compliquée, délicate... et peu plaisante.

Nous avons donné, dans les précédents « Cheminot de France », notre opinion sur le fond même de la question. Nous n'y reviendrons pas.

Très loin de nous est la pensée de considérer l'épuration ainsi faite comme une chose irréprochable. Nous lui trouvons, au contraire, des défauts qui tiennent autant à sa nature propre qu'aux circonstances dans lesquelles elle a été exercée. Parmi tant de critiques entendues, celle qui exprime le regret qu'un grand nombre de coupables, et non des moindres — ne se soient jamais inculpés, alors que les cadres moyens ou inférieurs se trouvent sévèrement punis, est évidemment la plus sensible à ceux qui ont soif de justice. Mais pourrait-on, par exemple, se refuser à arrêter et à châtier un voleur ou un criminel, parce qu'il a commis un délit sous prétexte que de nombreux voleurs et criminels courent les rues ? Plus que beaucoup d'autres, cette œuvre humaine qu'est l'épuration administrative est entachée d'imperfection, c'est certain. Mais qu'y faire ?

De tout nous pouvons répondre ici, non sans fierté, c'est que nos camarades, qui ont accepté la responsabilité de représenter notre Fédération dans les

diverses Commissions ont tous pleine et entière conscience de leur haute mission. Ils font de leur mieux pour juger honnêtement, sans passion, mais aussi sans faiblesse.

Quant à ceux de nos camarades, presque toujours mal renseignés d'ailleurs, qui seraient tentés de trouver que les Commissions, en général, font preuve de sévérité excessive, nous les renvoyons à un jugement dont l'auteur ne peut être suspecté de partialité ni même de manque de charité, celui qu'exprimait au récent meeting du M.R.P., salle Wagram, notre ami Maurice Schumann :

« SI NOUS AVONS LE DROIT DE PARDONNER LES FAUTES OU LES CRIMES, COMMISS COMMISS NOUS, NOUS N'AVONS PAS LE DROIT DE PARDONNER CEUX COMMISS CONTRE LA FRANCE. »

Louis BOUTE,
Membre de la Commission Ouest.

Voici, après les décisions concernant M. LE BESNEAIS, directeur général, et M. BARTH, directeur du Service Central du Personnel, d'autres décisions prises par le ministre des Travaux publics et des Transports, à l'encontre de certains hauts fonctionnaires de la S.N.C.F. (dans l'ordre chronologique) :

M. DUMAS, directeur de la Région du Sud-Ouest : Relevé de ses fonctions. En attente d'affectation hors du chemin de fer.

M. LEGOUX, directeur de la Région de l'Ouest : Relevé de ses fonctions. Congé de trois mois avant d'être remis à la disposition du ministère.

M. RENARD, directeur de la Région de l'Est : Mise à la retraite.

M. DAUCHY, chef de la Division Traction de la Région de l'Est : Mutation au Service central du Matériel.

M. TUIJA, directeur du Service central du Mouvement (ex-directeur de la Région du Sud-Est) : Rétrogradation de deux échelles ; relevé de ses fonctions.

M. DUPIN, ingénieur en chef à la Région du Sud-Ouest : Blâme ; rétrogradation d'une échelle.

M. DODRICH, chef du Service de l'Exploitation à la Région de l'Est : Changement de service (non réçu contre lui le grief visé à l'article premier de l'ordonnance du 27 juin 1944).

M. RIDET, ingénieur en chef au Service Voie et Bâtiments de la Région de l'Est : Rétrogradation de deux échelles et changement de service.

M. CHAPELON, ingénieur principal à la Division des Etudes de Locomotives, Service Matériel et Traction de la Région du Sud-Est : Rétrogradation au grade d'ingénieur.

(A suivre.) L. B.

A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

La première session de l'Assemblée Consultative Provisoire, qui a pris fin dans les derniers jours de décembre, n'a pas marqué dans l'esprit de ceux qui l'ont suivie une forte impression. Session de prise de contact entre délégués venus de tous milieux et de tous horizons, sous des étiquettes incolores portant toutes la même estampille officielle de la Résistance, sans rien de plus. On imagine aisément les difficultés qu'il allait falloir surmonter pour mettre au travail une assemblée aussi disparate, réunie sous les seuls signes, d'un ardent patriotisme et d'une évidente bonne volonté. Ces difficultés ont été grandes. Il en subsiste encore dont la moindre n'est pas cette peine qu'éprouvent à s'adapter aux exigences de leur activité nouvelle les résistants d'hier.

L'Assemblée Consultative Provisoire a tout de même tenu son programme et rempli sa première mission, d'abord en apportant au Gouvernement l'écho fidèle des réactions profondes du pays, ensuite en amorçant tout un travail législatif, dont la pièce maîtresse a été le projet d'ordonnance sur les Comités mixtes d'entreprise.

Les représentants de la C.F.T.C. ont pris une part active à ces travaux, principalement dans les Commissions. TESSIER, et CATOIRE au Travail, GUERIN à l'Information, POIMBEUF et moi-même à l'Équipement-Travaux Publics-Reconstruction, TESSIER encore aux Finances et à l'Alsace-Lorraine (dont il est président), tous ont payé de leur personne en s'efforçant de remplir fidèlement leur mandat. Ils n'ont certes pas abusé de la tribune et nous devons, je crois, les en féliciter. Mais les interventions de TESSIER dans le débat de politique extérieure, de POIMBEUF et de GUERIN dans l'affaire des Comités mixtes n'en ont pas moins été remarquées par l'élevation de pensées qu'elles témoignaient et par leur opportunité.

La deuxième Session va s'ouvrir le 6 février. Elle dépassera de beaucoup en importance la première, en raison du vote du budget et de ses incidences. Je ne manquerai pas d'en apporter ici les échos pour tout ce qui intéresse nos camarades comme travailleurs et comme cheminots.

André PAILLIEUX,
Délégué confédéral à l'A.C.P.

NOTATION

Notre article paru dans le *Cheminot de France* du 1^{er} décembre 1944 sous le titre : « Une question à revoir : la Notation », nous a valu une volumineuse et intéressante correspondance.

Je m'excuse de ne pouvoir répondre et remercier individuellement chacun des camarades qui m'ont adressé leurs projets.

La plupart d'entre eux sont à étudier de près. Mes nombreuses charges m'ont empêché de le faire jusqu'à ce jour.

Je pense pouvoir examiner la question prochainement et présenter un rapport au Bureau Fédéral.

De toutes façons, nous n'abandonnons pas la question et nos camarades seront tenus au courant par la voie du journal.

G. LANSON,
Trésorier général adjoint.

Calendrier syndical

11 février. — Réunion à Charleville. Fédération des Cheminots, avec Paillieux et Nickmickier.

18 février. — Réunion à Nantes. Confédération, avec Poimbeuf et Paillieux.

15 mars. — Conseil Fédéral, à Paris.

11 avril. — Comité National de la C.F.T.C., à Paris.

Les allocations familiales

A la suite des augmentations de salaires accordées à la date du 1^{er} septembre 1944, les allocations familiales allouées en application du Code de la Famille ont été augmentées dans des proportions importantes.

Mais, en outre, en ce qui concerne les cheminots, il est accordé une allocation familiale supplémentaire comprenant deux parts :

— La part A qui correspond au supplément familial de traitement des fonctionnaires de l'Etat institué par la loi du 25 septembre 1942 ;

— La part B qui correspond à l'indemnité de résidence familiale des fonctionnaires instituée par la loi du 31 octobre 1941.

Le supplément familial de traitement des fonctionnaires a été augmenté automatiquement à dater du 1^{er} septembre 1944 par suite de l'augmentation des traitements à cette date.

Les majorations familiales de l'indemnité de résidence des fonctionnaires ont été augmentées de 60 p. 100 par ordonnance du 29 novembre 1944.

Le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a décidé, parallèlement aux mesures prises pour les fonctionnaires de l'Etat :

1) De majorer, à dater du 1^{er} septembre 1944, la part A de l'allocation familiale supplémentaire (part dépendant de l'échelle des agents et correspondant au supplément familial de traitement des fonctionnaires) dans le rapport où la rémunération des intéressés a été augmentée au 1^{er} septembre 1944, c'est-à-dire de 30 p. 100 pour les agents des échelles 1 à 5 (ou assimilés) et d'un pourcentage décroissant de 30 p. 100 à 20 p. 100 pour les agents des échelles 6 à 18 ;

2) De majorer uniformément à dater du 1^{er} novembre 1944, de 60 p. 100 la part B qui correspond à l'indemnité de résidence familiale des fonctionnaires instituée par la loi du 31 octobre 1941.

100 la part de l'allocation familiale supplémentaire (part correspondant aux majorations familiales de l'indemnité de résidence des fonctionnaires).

La lettre P. 1.387 du 16 janvier 1944 indique que les rappels correspondants seront payés avec la solde de février 1945.

M. GARNIER,
Vice-Président.

Comité de Solidarité

Nous nous associons bien volontiers à l'appel du Comité National en faveur de la « Semaine de Solidarité 1945 ».

Camarades cheminots syndiqués chrétiens, vous devez être, dans cette semaine du 3 au 11 mars, les plus actifs propagandistes de la solidarité cheminots.

Militants, vous devez aider de toute votre influence les Comités locaux.

Syndiqués, vous devez apporter votre concours le plus large possible et verser votre obole généreux pour nos camarades prisonniers, déportés, sinistrés, pour les femmes et les enfants de ceux qui sont morts, fusillés, tués. Ils sont morts pour nous, ils souffrent pour nous. Grâce à eux nous avons recouvré la liberté. Sachons les en remercier et prendre une part de leur fardeau de misères et de douleurs.

LE BUREAU FEDERAL.

RESTRICTIONS

Pour tenir compte des restrictions imposées à la presse, nous avons été obligés de réduire notre tirage au chiffre de 30.000 exemplaires.

Nous avons préféré cette solution à celle qui consisterait à réduire notre format en raison des nombreux renseignements que nous avons à produire.

La ou nos syndicats ne recevront pas le nombre d'exemplaires suffisant nous demandons à nos camarades de se passer le journal.

A noter qu'en raison des difficultés actuelles, nous faisons déjà des restrictions quant à la périodicité de notre journal.

Pour l'amélioration du ravitaillement

Un appel des Confédérations ouvrières et paysannes

La Confédération Générale du Travail (C.G.T.), la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) et la Confédération Générale de l'Agriculture (C.G.A.), devant la situation tragique du ravitaillement de la population des villes françaises à l'entrée d'un hiver dont les rigueurs sont d'autant plus redoutables que les moyens de chauffage sont à peu près inexistantes.

Adressé au gouvernement, aux paysans de France en particulier et à toute la population, un appel pressant pour que tout soit mis en œuvre afin de remédier dans toute la mesure du possible à cette situation.

Dans ce but, les organisations confédérées représentant la population laborieuse des champs et des villes réclament la réalisation immédiate du programme suivant pour l'application duquel elles entendent prendre les responsabilités qui leur incombent.

Dans l'état actuel des choses, les titres d'alimentation s'avèrent nettement insuffisants pour subvenir aux besoins des foyers même les plus modestes, qui se trouvent de la sorte obligés d'avoir recours au marché noir.

D'autre part, sous l'occupation allemande, l'inventaire des ressources agricoles était faussé par la volonté des paysans de ne pas contribuer au ravitaillement de l'occupant.

Une révision générale de ces ressources s'impose, qui entraînera une augmentation des quantités de produits collectés et, en définitive, une majoration des rations dans les centres urbains en particulier.

Pour justifier et faciliter l'application d'une telle mesure, les organisations s'efforcent de demander le rajustement indispensable des prix à la production de certaines denrées agricoles. Cependant, ces dispositions resteraient inopérantes si elles n'étaient pas accompagnées d'une série de mesures relatives à la réorganisation substantielle du ravitaillement et des transports.

Cette réorganisation comprendrait, entre autres :

Création d'un Comité National, de Comités départementaux et locaux de ravitaillement, composés de représentants mandatés par la C.G.T., la C.F.T.C., la C.G.A., auxquels pourraient être adjoints des délégués des municipalités, des Comités de Libération et des Coopératives de consommation.

Création de centres locaux de collecte, autant que possible à forme coopérative.

Création de secrétariats locaux des Comités de ravitaillement, tant dans les communes agricoles que dans les communes urbaines, et suppression des chefs de district du ravitaillement.

Suppression des intermédiaires inutiles.

Simplification de la réglementation du ravitaillement et de sa machine administrative.

Application de la notion de responsabilité à tous les échelons.

Suppression des organismes où dominent les intérêts privés.

Élimination des fonctionnaires et employés collaborateurs qui servent des intérêts particuliers.

Mesures sévères et efficaces contre les trafiquants, en particulier fermeture des restaurants de marché noir.

Suppression des initiatives locales ou particulières prises à l'encontre de l'intérêt général.

Telles sont les grandes lignes du programme dont la C.G.T., la C.F.T.C. et la C.G.A. demandent l'application. Elles font appel aux sentiments patriotiques et de solidarité des paysans dont les produits doivent être payés à de justes prix, à la bonne volonté de tous les consommateurs et à l'esprit d'initiative de l'administration pour que soient atténuées les souffrances et les dures épreuves, résultat de quatre années d'occupation et de l'effort de guerre que la France doit actuellement fournir.

REGLEMENTATION

Personnel roulant

Aux propositions de régime de travail du personnel roulant présentées le 27 septembre par la S.N.C.F., étudiées le 8 octobre par nos Commissions techniques puis par les Commissions réunies les 2 et 8 novembre ont été opposées des contre-propositions stipulant que : la durée légale du travail des Chemins de fer français est de quarante heures par semaine, décret du 18 janvier 1937, mais que tenant compte des tâches particulièrement lourdes résultant des destructions de guerre et du rôle des chemins de fer dans l'économie française, la durée normale du travail est fixée à quarante-huit heures par semaine. Les contre-propositions des organisations syndicales tendent à l'application du décret du 18 janvier 1937, tout en faisant quarante-huit heures par semaine.

Une Commission composée des représentants de l'Administration, de la S.N.C.F. et des organisations syndicales a été constituée au ministère des Travaux Publics. Cette Commission a déjà tenu plusieurs séances, des discussions animées ont eu lieu. Les travaux avancent, des concessions ayant été faites de part et d'autre, il semble qu'un accord soit possible à brève échéance, sauf sur quelques points où l'arbitrage des services du ministère sera sans doute nécessaire.

Nous espérons que cette nouvelle réglementation verra bientôt le jour et surtout que la S.N.C.F. l'appliquera avec l'esprit nouveau qui préside à son élaboration.

P. DARPIN,
Section Technique Mécaniciens et Chauffeurs.

COMITE DE LIBERATION DE LA S. N. C. F.

Les Fédérations syndicales de Cheminots et les Groupements de Résistance des Cheminots viennent de constituer le

Comité de Libération de la S.N.C.F. dont le siège est 19, rue Pierre-Sémar, Paris (9^e).

Le Bureau provisoire est ainsi formé :

Président : M. HARD, Fédération Nationale; Secrétaire : M. GIRAULT, Résistance; Secrétaire adjoint : M. Paul, Fédération Nationale; Secrétaire adjointe : Mlle CHAPERON, U.F.R.

Notre Fédération a un représentant à ce Comité, nous tiendrons nos adhérents au courant de ses travaux.

LA VIE FEDERALE

A la Direction Générale

Assistants à cette audience :

M. GOURSAT, Directeur général.
M. CAMBURNAC, Directeur du Service Central du Personnel.
OURADOU, Tournemine, CHAVEROT, CLERC, CRAPIER, représentant la Fédération Nationale.
CATHALA, représentant la Fédération des Cadres.

PAILLIEUX, NICKMILDER, L. DELSERT, Mlle BERDIN, représentant la Fédération des Syndicats Chrétiens.

Parmi les questions évoquées, nous relevons les suivantes, ainsi que les réponses qui ont été faites par M. le Directeur général :

Relèvement des salaires

La S.N.C.F. ignore encore ce qu'envisage exactement de faire le Gouvernement. Dès qu'il sera renseigné à ce sujet, le Directeur général réunira les représentants du personnel pour examiner avec eux la question du relèvement des salaires des cheminots. Il est entendu que le Comité Interfédéral désignera quatre de ses membres pour participer à cet examen.

Paiement de la demi-solde aux agents qui se sont soustraits au travail obligatoire en Allemagne, sans toutefois s'être agrégés à un organisme de la Résistance

Aux termes des instructions en vigueur, les réfractaires qui se sont agrégés à un organisme de la Résistance reçoivent de la S.N.C.F. la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils étaient restés en service.

La dérogation demande que la demi-solde soit attribuée aux réfractaires qui, n'ayant pas participé à la Résistance, n'ont rien gagné pendant leur absence de la S.N.C.F.

Le Directeur général explique qu'il se agit, dans la plupart des cas, impossible de savoir si les intéressés ont reçu ou non une rémunération pendant leur absence; on serait conduit à s'en rapporter aux déclarations des intéressés, ce qui ne manquerait pas de donner lieu à de nombreux abus.

L'Etat, de son côté, ne fait rien pour les fonctionnaires qui se sont trouvés dans la situation signalée par la dérogation, et la S.N.C.F. ne pourrait envisager de faire quelque chose pour ses agents que si l'Etat, abandonnant la position qu'il a prise jusqu'ici, adoptait des mesures en faveur de ses fonctionnaires.

Attribution d'une avance forfaitaire importante, à valoir sur les dommages de guerre, à tous les cheminots sinistrés totalement ou partiellement

Le Directeur général rappelle que les indemnités accordées aux termes de la loi du 12 juillet 1941 aux sinistrés pour la reconstruction de leurs meubles et objets mobiliers sont peu élevées (15.000 francs pour un ménage légitime, avec augmentation de 5.000 francs par enfant vivant dans la maison).

Il ne serait pas opposé à ce que la S.N.C.F. fit aux agents sinistrés, qui remplissent les conditions requises pour avoir droit à l'indemnité visée ci-dessus, l'avance de cette indemnité, étant entendu que les intéressés remboursaient la S.N.C.F. dès qu'ils toucheraient de l'Etat l'indemnité leur revenant : la question sera donc examinée en ce sens.

La dérogation attire l'attention sur la situation des agents, notamment ceux de l'ex-Sous-Direction de Strasbourg, dont les biens ont été pillés par les Allemands et qui, aux termes de la législation actuellement en vigueur, n'ont droit à aucune indemnité.

Le Directeur général indique que, dans ce cas, la S.N.C.F. pourrait accorder une avance remboursable par mensualités, étant entendu que, du jour où les intéressés seraient indemnisés par l'Etat, ils se libéreraient envers la S.N.C.F. du reliquat de leur dette.

Demande tendant à ce qu'aucune retenue ne soit faite aux agents blessés à la suite de bombardement, même hors service, ni sur la solde, ni sur les congés, ni sur les gratifications, primes ou indemnités diverses.

Le Directeur général rappelle que le Comité Interfédéral est actuellement saisi d'un projet d'instruction fixant la situation des agents tués ou blessés par fait de guerre.

Ce projet prévoit que les agents blessés hors service par fait de guerre sont assimilés, en ce qui concerne leur situation administrative, aux agents qui doivent interrompre leur service en raison des suites d'une blessure de guerre : cette assimilation paraît correcte.

Georges LANSON,
Conducteur électricien au dépôt de Paris Sud-Ouest, Délégué fédéral à la Commission Centrale des Travailleurs de Force.

EXTRAIT DU MEMENTO DE L'AUDIENCE DONNEE LE 5 JANVIER 1945 PAR LE DIRECTEUR GENERAL A UNE DELEGATION DU COMITE INTERFEDERAL

Situation des gardes-barrières en service sur les lignes où le trafic est suspendu en raison d'événements de guerre

La situation des gardes-barrières qui, par suite de l'interruption de la circulation sur certaines lignes depuis la libération, n'effectuent plus aucun service, est réglée de la façon suivante :

— Les intéressés sont mis en congé de disponibilité avec la faculté d'effectuer les versements pour la retraite (cotisation ouvrière et versement patronal) ;

— Elles bénéficient, en conformité des dispositions de la convention collective du personnel du cadre permanent, reprises à l'article 236 du fascicule II du règlement du personnel, du maintien de leur traitement net mensuel pendant trois mois ;

— Elles sont autorisées à continuer à habiter gratuitement la maison de garde qu'elles occupent pendant toute la durée de l'interruption de service.

Après discussion avec les représentants du Comité Interfédéral, le Directeur général accepte de faire payer aux intéressés, pendant trois mois, en sus de leur traitement net, l'indemnité spéciale temporaire, et de faire maintenir sans limitation de durée à celles qui sont chefs de famille les allocations familiales.

D'autre part, celles qui étaient en service dans des localités comptant au moins 2.000 habitants reçoivent, à l'expiration de la période de trois mois, pendant laquelle elles bénéficient de l'intégralité du traitement fixe et de l'indemnité spéciale temporaire, une allocation égale aux trois quarts de ces éléments.

Affiliation au cadre permanent des auxiliaires hommes et femmes tenant un emploi d'un agent du cadre

Le Directeur général rappelle que le décret du 21 avril 1939 fait à la S.N.C.F. une obligation de compter dans ses effectifs une proportion d'auxiliaires représentant de 10 0/0 à 15 0/0 de l'effectif du cadre permanent.

La S.N.C.F. doit remettre en service les agents qui sont actuellement en Allemagne (prisonniers, déportés, travailleurs), en même temps qu'elle doit pourvoir à la réintégration de plusieurs catégories d'agents licenciés et révoqués, soit au total 30.000 agents.

Le nombre d'admissions au cadre permanent doit tenir compte de ce fait et par suite être fixé avec prudence. Pour 1945, il a été prévu 12.000 admissions; de plus, il reste à procéder à l'admission d'un reliquat de 1944, se montant à environ 3.000 agents.

C'est donc 15.000 agents qu'on se propose d'admettre au cadre en 1945. On suivra d'autre part la cadence des départs en retraite, et si celle-ci prenait une allure normalement rapide, on reverrait les prévisions actuelles.

Pour ce qui est de l'admission des femmes, le Directeur général fera déterminer les grades dans lesquels elles pourront être admises au cadre et il laissera aux chefs de service la faculté de régler eux-mêmes ces admissions dans la limite des effectifs qu'ils seront autorisés à recruter.

Situation des agents ayant contracté un engagement dans l'armée

La dérogation demande la modification des instructions en vigueur qui prévoient, d'une part, que les agents commissionnés ne reçoivent l'allocation différentielle de la S.N.C.F. qu'à partir du moment où ils ont accompli deux ans de service sous les drapeaux, et, d'autre part, que les agents non commissionnés qui viennent à s'engager sont considérés comme rayés des contrôles.

Le Directeur général explique que le principe qui a servi de base aux instructions aux Régions — et qui est d'ailleurs celui adopté par l'Etat à l'égard de ses fonctionnaires — est que les jeunes gens qui s'engagent dans l'armée ou qui y sont appelés ne doivent pas être traités plus favorablement que leurs devanciers : or, ceux-ci n'ont bénéficié de l'allocation différentielle qu'à partir du moment où ils ont accompli le temps de service légal sous les drapeaux. Ce temps de service est fixé à deux ans par la loi sur le recrutement de l'armée, dont les dispositions ne sont pas abrogées.

La S.N.C.F. n'a donc aucun motif de modifier les errements actuels.

En ce qui concerne les jeunes gens qui n'étaient pas commissionnés lors de leur

départ sous les drapeaux, les instructions édictées par la dérogation ne font que reprendre les règles qui étaient appliquées avant la guerre et d'après lesquelles les agents appartenant à cette catégorie étaient considérés comme démissionnaires et rayés des contrôles au moment de leur départ au service militaire. Le Directeur général ne voit pas la possibilité de modifier cette règle, mais il décide, pour tenir compte du geste patriotique des jeunes agents qui s'engagent dans l'armée, que les intéressés seront repris à leur libération.

Relèvement des taux des allocations familiales

Les allocations familiales légales ayant été majorées récemment, les allocations versées par la S.N.C.F. vont l'être aussi.

Les allocations familiales supplémentaires vont être également augmentées : les majorations auront effet du 1^{er} septembre 1944 pour la part qui dépend du grade et du 1^{er} novembre pour la part qui dépend de la résidence.

Octroi de la prime de fin d'année à tous les auxiliaires comptant au moins un an de présence

Le Directeur général fait remarquer que les auxiliaires bénéficient depuis 1943 d'une gratification mensuelle dont le taux varie de 0 à 10 0/0 du salaire; il ne peut être question de leur accorder en sus une gratification annuelle.

Le remplacement de la gratification mensuelle par une gratification annuelle ne présenterait, par ailleurs, aucun avantage pour les intéressés.

Maintien en surnombre des agents qui ont atteint l'âge de la retraite sans que cela puisse gêner l'avancement des autres

Le Directeur général explique que l'avancement n'est pas aussi rapide qu'il semble le croire la dérogation, car le nombre des agents qui quittent la S.N.C.F. chaque année est encore élevé : indépendamment, en effet, des agents qui cessent leurs fonctions par décès, mise à la réforme ou mesure disciplinaire, d'assez nombreux agents sont encore autorisés à partir en retraite à un âge voisin de 55 ans.

Il faut tenir compte, d'autre part, de ce que la situation du personnel a été, au cours de ces dernières années, particulièrement favorable du point de vue de

l'avancement en grade : de nombreuses mises à la retraite ont, en effet, été effectuées en 1938 et 1939 et le nombre des postes des échelles moyennes et supérieures a été sensiblement augmenté. Le ralentissement de l'avancement constaté depuis 1942 n'a pas encore compensé l'accélération avec laquelle il a eu lieu de 1938 à 1941.

Suppression de la contribution nationale de 5 0/0 et de l'impôt cédulaire

Il s'agit d'une question qui est du ressort du Gouvernement, la S.N.C.F. ne pouvant en la matière que se conformer aux dispositions édictées par les lois de Finances.

Attribution aux agents de bureaux, des ateliers, magasins, dépôts et entrepôts, d'une prime de gestion rattachée à la relative qui existait antérieurement entre leur salaire et celui des agents actifs

La dérogation signale que, par le jeu des primes de production dont bénéficient maintenant les ouvriers et manœuvres des établissements du matériel et de la traction, la situation de ces agents est plus avantageuse qu'elle ne l'était antérieurement par rapport à celle des agents des bureaux des mêmes établissements : elle propose, pour rétablir la relative des salaires établis en 1920 lors du classement en échelles, d'attribuer une prime de production aux agents de bureaux des dépôts, ateliers et magasins.

Le Directeur général explique qu'on ne peut donner une prime de rendement que dans les cas où le rendement peut être mesuré, ce qui n'est que très rarement le cas pour les travaux de bureaux.

Il ne voit donc la possibilité de donner satisfaction à la demande présentée, rien ne différenciant à ce point de vue les bureaux d'atelier et de magasin des autres bureaux.

Mesures à prendre pour faciliter le retour à la résidence des agents en déplacement de service

La dérogation fait remarquer que les agents qui se rendent en déplacement en partant de Paris peuvent rentrer leur place dans le train pour leur voyage aller; elle voudrait que des facilités leur fussent données pour effectuer leur voyage de retour.

Le Directeur général fait remarquer que des places pour le retour peuvent être retenues par les agents lorsqu'ils partent de la gare où se forme le train. Hors ce cas il ne peut être question de retenir des places pour les agents qui empruntent le train en cours de route, car cela conduirait à avoir des places inoccupées sur une partie du parcours, et ce serait inadmissible, compte tenu de l'affluence actuelle des voyageurs.

Le ravitaillement chez les cheminots

La Commission Centrale des Travailleurs de Force de la S.N.C.F. s'est réunie le 28 novembre 1944.

Elle a établi un état de propositions qui a été soumis au Ministre du Ravitaillement le 10 janvier 1945.

Les représentants du Personnel étaient accompagnés au Ministère par une déléguée de la Direction Générale de la S.N.C.F., que conduisaient M. Cambournac, Directeur du Service Central du Personnel, et M. Joubert, Inspecteur du Travail et de la Main-d'Œuvre.

Après discussion point par point, la plupart des propositions présentées ont été agréées par le Ministre. Les modifications de détail qui ont été apportées concernent exclusivement les matières grasses et le sucre ou les confitures, denrées où nos stocks sont excessivement précaires.

Il convient de noter que l'audience s'est déroulée dans une atmosphère de parfaite compréhension; le Ministre, M. Ramadier, s'est plu à rendre hommage à plusieurs reprises aux cheminots, qui constituent dans le ravitaillement général un élément primordial.

Nous publions par ailleurs les tableaux donnant par catégories de personnel les taux de rations complémentaires. Nos camarades pourront se rendre compte qu'elles comportent un certain nombre d'améliorations notables.

Il convient de préciser par ailleurs que les aides-conducteurs électriciens, les mécaniciens de manœuvres, manœuvrant en équipe, les conducteurs et agents de manœuvres électriques et tous agents exécutant les manœuvres dans les dépôts seront désormais compris parmi les bénéficiaires de la catégorie A2.

Georges LANSON,
Conducteur électricien au dépôt de Paris Sud-Ouest, Délégué fédéral à la Commission Centrale des Travailleurs de Force.

RAVITAILLEMENT SUPPLEMENTAIRE DU PERSONNEL

(Personnel roulant : agents de conduite et d'accompagnement des trains.)

A1. Mécaniciens et chauffeurs de route; mécaniciens de manœuvre manœuvrant seuls.

Par jour de conduite :

Pain 200 gr.
Viande 100 gr.
Matières grasses 10 gr.
Fromage 40 gr.
Pâtes 40 gr.
Confitures 40 gr.
Vin 1 litre.

Par mois :

Conserves de légumes 1 kg.
Conserves poisson 1 kg. 500.
Œufs 2.

A2. Conducteurs, électriciens et aides-conducteurs et chauffeurs de manœuvre manœuvrant en équipe. Aides-conducteurs électriciens, ainsi que des agents effectuant les manœuvres de dépôt.

Par jour de conduite :

Pain 100 gr.
Viande 50 gr.
Matières grasses 5 gr.
Fromage 20 gr.
Pâtes 20 gr.
Confitures 20 gr.
Vin 1/2 litre.

Par mois :

Conserves légumes 500 gr.
Conserves poisson 750 gr.
Œufs 1.

A3. Agents d'accompagnement des trains (chefs de trains, conducteurs, wagonniers, hommes d'équipe, trains).

Par jour d'accompagnement :

Pain 100 gr.
Pâtes 20 gr.
Confitures 20 gr.
Vin 1/2 litre.

Par mois :

Conserves légumes 500 gr.
Conserves poisson 750 gr.
Œufs 1.

Catégorie B (Personnel des équipes de secours, de reconstruction et personnel travaillant la nuit à la réparation des locomotives).

B1. Agents des wagons et des grues de secours.

Agents des équipes de la voie occupés à la remise en état des voies

à la suite d'accidents (déraillements, etc...).

— Personnel des trains-parcs.

— Personnel travaillant la nuit à la réparation des locomotives dans les ateliers de réparation du matériel moteur et les ateliers de dépôt.

Par repas pris au cours des sorties inopinées des équipes de secours, par journée de séjour dans les trains-parcs et par nuit dans les ateliers de réparation du matériel moteur et les ateliers de dépôt.

Pain 200 gr.
Viande conserve 150 gr.
Fromage 20 gr.
Confitures 20 gr.
Sucre 18 gr.
Vin 1/2 litre.

B2. Personnel travaillant à la reconstruction des installations du chemin de fer, ainsi qu'au dépeçage du matériel détruit dont l'enlèvement est nécessaire pour l'exécution des travaux de reconstruction.

Par jour de travail sur le chantier :

Pain 100 gr.
Viande conserve 100 gr.
Fromage 20 gr.
Confitures 20 gr.
Vin 1/2 litre.

Sont considérés comme chantiers de reconstruction : les chantiers ouverts pour le rétablissement de la circulation sur la voie ferrée et pour la remise en activité des établissements, gares et dépôts sinistrés par fait de guerre. Il s'agit notamment de déblaiement, dépeçage de matériel, établissement d'ouvrages et d'installations provisoires, tous travaux qu'il est indispensable de mener à une allure particulièrement rapide pour rétablir d'urgence le service du chemin de fer. Les travaux de parachèvement, de renouvellement ou de transformation des voies, ainsi que les travaux d'édification en définitive des bâtiments et installations ne doivent donc pas en principe, donner lieu à attribution de rations supplémentaires.

Certains travaux de rétablissement en définitif d'ouvrages d'art peuvent toutefois bénéficier de cette mesure de faveur.

Catégorie C

C1. Agents des Services actifs d'exploitation (mouvement, manœuvres, manutentionnaires, aiguilleurs).

C2. Ouvriers « Malfer ».

Par mois :

Pâtes 1 kilo.
Confitures 500 gr.
Vin 2 litres.

C3. Agents de bureau des services actifs (à l'exclusion des agents des services centraux, régionaux et arrondissement).

Par mois :

Pâtes 500 gr.
Vin 2 litres.

Catégorie D

Suppléments pour les agents soumis à un régime de travail comportant un minimum de 52 heures par semaine.

(Concerner notamment les ouvriers des grands ateliers et des ateliers de dépôt travaillant à la réparation du matériel roulant.)

Par jour :

Pain 150 gr.
Viande 180 gr.
Matières grasses 30 gr. jusqu'au 1-3.
Au delà du 1-3 : 100 gr.
Vin 2 litres.

Catégorie E

Suppléments pour les agents S.N.C.F. résidant dans les centres dévastés.

Par jour :

Pain 100 gr.
Viande 100 gr.
Vin 1 litre.

(L'établissement de la liste des centres dévastés est actuellement en cours.)

CONDITIONS DE CUMUL

Les suppléments C se cumuleront, le cas échéant, avec ceux de la catégorie B1.

Les suppléments D ne se cumuleront pas avec ceux des catégories A et B.

Les suppléments E (centres dévastés) se cumuleront avec les différents autres suppléments, mais ne seraient pas cumulés avec ceux de la catégorie C.

AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Le 26 janvier, M. DORGES, qui vient de prendre ses nouvelles fonctions de Directeur des Chemins de Fer, recevait une délégation de notre Bureau Fédéral. Cette prise de contact avait pour but la présentation de notre Fédération.

PAILLIEUX a exposé tout d'abord les principes sur lesquels nous basons notre action générale et dans quel sens nous entendons intervenir auprès de lui. Nous lui avons marqué notre désir d'entretenir avec lui les meilleures relations et lui avons fait savoir que nous avions cependant pour principe de ne traiter des grandes questions qu'avec le Comité Interfédéral.

M. DORGES, sur ces points essentiels, a marqué son complet accord avec nous.

Pour cette première entrevue, nous avons évoqué les questions à l'ordre du jour et particulièrement la question des salaires, le projet mis au point entre la S.N.C.F. et les représentants du Comité Interfédéral étant actuellement à l'étude auprès du Ministère.

La délégation a indiqué à M. DORGES que cette question était du ressort du Comité Interfédéral, mais que, néanmoins, nous tenions à lui préciser notre position sur les données essentielles de la rémunération :

minimum vital; principe de l'indemnité de résidence et de l'allocation de zone; retour aux relativités de 1930 en ce qui concerne principalement les cadres.

Nous lui avons également parlé de la grande misère des cheminots en vêtements de travail et en chaussures et lui avons demandé d'appuyer notre action auprès des Ministères intéressés pour que la situation soit améliorée en ce domaine.

Nous avons également évoqué la grosse question de l'immédiat après-guerre : la réorganisation des transports et la coordination, et attiré son attention sur les graves erreurs commises en ce domaine dans les années qui ont

CHEZ LES SECONDAIRES

Audience chez Monsieur Dorgès

M. DORGES a néanmoins promis d'examiner...

Cette affaire nécessitera encore de pénibles démarches.

Avenir des lignes secondaires, coordination. — ROCHAS insiste pour qu'on ne ferme pas des lignes sans une étude sérieuse des possibilités d'amélioration du matériel, par emploi, notamment, d'autorails, qui ont donné, partout où on les a utilisés

ussitôt après la libération, de nombreux agents des Cadres des Chemins de

sur les recettes. Il demande que le transfert éventuel du trafic

sur la route ne se fasse pas en vertu de « slogans » rabâchés avec plus ou moins d'intelligence mais

à la suite d'études préparatoires faites sérieusement et sans parti pris. Il faut enfin qu'une refonte de la législation de la coordination permette

pas encore étudiées. Le Ministre craint qu'une augmentation trop im-

éviter la concurrence anarchique des écrémures de trafic, et permettre des exploitations ferroviaires de producteur elles-mêmes, le cas échéant, à leur disposition sur route, de façon à sauvegarder non seulement les intérêts patronaux, mais le droit au travail du personnel.

Sans entrer dans les détails, M. DORGES se déclare d'accord sur nombre de points. En particulier, il juge indispensable une refonte de la législation de coordination, permet-

un contrôle plus efficace des entreprises routières, tout en laissant un « secteur » libre » pour les entreprises de faible importance (foires, marchés, camionnage rural, etc...), et donnant à l'exploitant de la voie ferrée lui-même la possibilité de

Réformes de structure. — M. DORGES estime que les régimes actuels de

concessions et d'affermage sont du domaine du passé : une réforme de structure profonde est nécessaire. Des regroupements de réseaux devront intervenir en même temps que le Statut des Compagnies devra être modifié pour qu'à côté des représentants des actionnaires, des représentants des pouvoirs concédants et du personnel puissent prendre place.

En attendant, le C.O. des V.F.I.L., organisation purement nationale,

Nous sommes heureux de signaler aux camarades ces bonnes dispositions. Espérons qu'elles seront vraiment agissantes. Il y en aurait bien besoin, car nous avons l'impression que tous les problèmes viraux sont encore dans l'enfance, ou, pour en revenir au régime des retraites, sont terriblement englués dans un océan d'inertie et de mauvaise volonté.

ROCHAS

Nous sommes heureux de signaler aux camarades ces bonnes dispositions. Espérons qu'elles seront vraiment agissantes. Il y en aurait bien besoin, car nous avons l'impression que tous les problèmes viraux sont encore dans l'enfance, ou, pour en revenir au régime des retraites, sont terriblement englués dans un océan d'inertie et de mauvaise volonté.

ROCHAS

Cette décision qui aura effet au 1^{er} décembre 1944.

Le Directeur :
Signé : CAMBOURNAC.

Celles de nos collègues de l'ancien réseau de l'Etat intéressées par la mesure sont priées de faire connaître leur nom et leur adresse administrative au Secrétariat de la Fédération, 5, rue Cadet (Tél. Tait, 40-91).

**LA COMMISSION FEMININE
FEDERALE.**

R. SCHMIDT.

Il y a d'autres questions encore qui font partie de notre programme. Mais j'ai résumé pour aujourd'hui la partie essentielle. On va nous dire sans doute qu'un gros effort a été fait et qu'une augmentation sensible a été réalisée à partir du 1er septembre 1944.

effort, mais nous pensons qu'à l'heure actuelle où on nous rabâche sans cesse que c'est l'heure des réformes de structure, nous pensons aussi nous-mêmes que c'est l'heure également de réformer la structure des vieux et de leur donner autre

de Lorraine d'être complètement débarrassés de l'occupation nazie, dont ils ont

Ceci dit, je voudrais renouveler toute

notre sympathie à nos vieux camarades qui souffrent en silence du manque de nécessaire et qui meurent chaque jour de privations; notre sympathie affectueuse à nos vieux militants de la Commission qui lui ont consacré une partie de leur vie et aussi à ceux qui sont morts avant d'avoir connu la « Libération ».

J. REGNAUD,
*Secrétaire de la Commission
des Retraités.*

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf of a book. The paper has a slightly textured appearance with some faint smudges and discoloration, characteristic of old paper. The left edge of the page shows the binding of the book.

LA SYNDICALE

UNION NORD
35, rue d'Alsace — PARIS (X^e)
Pernance tous les jours de 18 h. à 19 heures
Le mercredi de 16 h. à 19 heures, le samedi de 16 h. à 18 heures

NOTRE COTISATION

Dans l'impossibilité de réunir le Conseil de Région comme il avait été prévu le 20 janvier, en raison de la suppression des trains, le Bureau de l'Union a pris lui-même la décision de fixer le nouveau taux de la cotisation à 15 francs par mois.

En réalité, cette mesure n'a été, de la part du Bureau de l'Union, qu'un entêtement de décisions prises par la plupart des Syndicats locaux qui se sont montrés décidés à cette augmentation.

L'heure du syndicalisme a sonné, de plus en plus il tend à s'intégrer dans la vie de la nation. Il faut qu'il se montre apte à faire face aux nombreuses tâches qui vont lui être confiées.

Cela peut et doit apporter au monde

« CADRES »

Le Mouvement Chrétien « Cadres » de la région Nord qui, pour ainsi dire, prit naissance en 1937 sous l'heure actuelle une nouvelle évolution.

Groupés jusqu'alors en une simple Commission régionale, les « Cadres Nord » ont décidé de se constituer en syndicat.

Cette formule, outre qu'elle leur permettra de former un groupement homogène, donnera surtout à l'organisation « Cadres » une personnalité plus officielle, ce qui ne manquera pas d'attribuer plus d'importance et aussi plus d'influence à son action.

Le Syndicat Chrétien des Cadres S.N.C.F. de la région Nord, tel est le titre de ce nouveau organisme, a son siège à Paris, 35, rue d'Alsace (10^e).

Il admet dans ses rangs :

1° Dans les services sédentaires, tous les agents des échelles 12 et au-dessus;

2° Dans les services actifs, tous les agents des échelles 12 et au-dessus.

Le Syndicat Nord se subdivise en 6 sections dont les limites correspondent à celles des 6 arrondissements de l'exploitation, chaque section possédant son propre bureau.

Sur le plan fédéral, les cadres ont également leur formation spéciale et nous pouvons, d'ores et déjà, affirmer que le mouvement « Cadres » chrétien de la S.N.C.F. est une force agissante et que ses animateurs sont décidés à en faire un organisme important et puissant.

Camarades des Cadres, si vous désirez faire valoir vos conceptions pour le nouvel ordre social qu'il s'agit de nous avec le devoir de vous affilier à une organisation syndicale.

Venez grossir les rangs de la C.F.T.C. en adhérant au « Syndicat Chrétien des Cadres S.N.C.F. de la région Nord ».

D. D.

PARIS-NORD

Le Syndicat Paris-Nord a repris son activité : au cours de sa réunion du 20 novembre 1944, au 35, rue d'Alsace, le Bureau provisoire a été constitué comme suit :

Président d'honneur : DERAUX (M.T.).

Président : DUBOIS (V.B.).

Vice-Présidents : DUCHENE (V.B.), GILLIER (M.T.).

Secrétaire Général : DUBOIS (V.B.).

Secrétaire Général adjoint : MASSONNAUD (M.T.).

Secrétaire administratif : FRAISON (V.B.).

Secrétaires : CRETON (M.T.), BOUCHER (M.T.).

Trésorier : HACHARD (M.).

Trésoressière adjointe : Mlle MEYER.

Conseil de l'Union. — Notre Conseil de l'Union, qui devait se tenir à Paris le samedi 20 janvier, a dû, au dernier moment, être renvoyé à une date ultérieure en raison de la suppression des trains.

Nous tiendrons ce Conseil dès que possible et tous nos Syndicats en seront prévenus.

Bureau de l'Union. — Réunions régulières, où se manifeste une parfaite unité de vues parmi ses membres. En raison de l'importance croissante de notre Union de Région, le Bureau a décidé la création d'un secrétariat permanent. Notre camarade Bussière Albert, facteur aux écritures à la gare de Clermont-Ferrand, ancien permanent régional jocoite, en a les attributions depuis le 1^{er} janvier 1945.

Notre camarade Paulze, secrétaire administratif, a dû, pour l'instant, cesser toute collaboration à l'Union, en raison de son état de santé. Le Bureau de l'Union, en le remerciant des grands services qu'il a rendus à la cause syndicale chrétienne parmi les cheminots, lui exprime ses meilleurs souhaits de prompt et complet rétablissement.

L'activité syndicale a pris une ampleur très importante, de nombreux jeunes sont venus apporter leur concours à nos Syndicats, et les adhésions nouvelles, nombreuses aussi, sont un signe de confiance pour l'avenir.

Secrétariat et Trésorerie. — Nous rappelons à tous nos groupes et syndicats de se conformer strictement aux instructions qu'ils reçoivent par nos circulaires et bulletins périodiques; ils nous éviteront, ainsi, des pertes de temps très précieuses et des frais de correspondance assez onéreux.

Cheminot de France. — Nous rappelons que toutes les communications destinées à être insérées dans le Cheminot de France doivent être envoyées avant le 20 de chaque mois à notre camarade Léonce Caparede, 14, rue Parmentier, à Maisons-Alfort (Seine).

RÉGION SUD-EST
15, rue du Port
CLERMONT-FERRAND
Pernance tous les jours
de 18 h. 30 à 19 h. 30
et mercredi de 15 h. à 19 h. 30

MAUREL vous ont dit : Revenez-nous, ne soyez pas de nous questionner, si le Groupe ne peut pas vous répondre, la Fédération ou la Confédération nous aideront à le faire.

Notre camarade Paulze, secrétaire administratif, a dû, pour l'instant, cesser toute collaboration à l'Union, en raison de son état de santé. Le Bureau de l'Union, en le remerciant des grands services qu'il a rendus à la cause syndicale chrétienne parmi les cheminots, lui exprime ses meilleurs souhaits de prompt et complet rétablissement.

L'activité syndicale a pris une ampleur très importante, de nombreux jeunes sont venus apporter leur concours à nos Syndicats, et les adhésions nouvelles, nombreuses aussi, sont un signe de confiance pour l'avenir.

Secrétariat et Trésorerie. — Nous rappelons à tous nos groupes et syndicats de se conformer strictement aux instructions qu'ils reçoivent par nos circulaires et bulletins périodiques; ils nous éviteront, ainsi, des pertes de temps très précieuses et des frais de correspondance assez onéreux.

Cheminot de France. — Nous rappelons que toutes les communications destinées à être insérées dans le Cheminot de France doivent être envoyées avant le 20 de chaque mois à notre camarade Léonce Caparede, 14, rue Parmentier, à Maisons-Alfort (Seine).

LAROCHE-MIGENNES

Le 10 décembre a eu lieu une journée d'informations syndicales avec le concours de Mlle FLAMBAUD et de MAUREL, que nous remercions vivement l'une et l'autre d'avoir bien voulu venir jusqu'à nous, malgré les difficultés actuelles, pour redonner un peu de flamme à notre Groupe.

Le camarade VERON, de l'U.D. de l'Yonne, présidait la réunion qui s'est déroulée devant 125 syndiqués. Bravo les gars ! vous avez fait plaisir à vos dirigeants, croyez-le.

La causerie à « bâtons rompus » de MAUREL, comme il nous l'a dit, et celle de Mlle FLAMBAUD, ont permis à tous d'apprécier l'excellent travail effectué par la Fédération : 10^e échelon, Comité mixte, notation, représentations diverses, plusieurs cas particuliers à l'étude, etc.

C'est pourquoi nous vous remercions, chers camarades, ce que Mlle FLAMBAUD et

ALSACE-LORRAINE

Activité du Comité d'Action des syndicats A. L.

Le Comité d'action formé en septembre dernier, par les Organisations syndicales A.L. (Syndicat Chrétien, Syndicat des Cadres et Union A.L.) et l'association des Cheminots A.L., expulsés en zone sud pour résoudre les questions particulières aux Cheminots A.L., lors de la reprise par la S.N.C.F. de l'exploitation des lignes gérées par la Sous-Direction de Strasbourg, a continué son action au cours des derniers mois.

Il a été soutenu dans ses démarches par le Comité inter-fédéral.

Après l'audience accordée le 12 septembre par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, le Comité a été reçu le 29 septembre par M. GOURSAT, ancien secrétaire général au ministère.

Le 20 novembre, le directeur général de la S.N.C.F. a reçu une délégation du Comité présidée par MM. TOURNEWAINE, secrétaire général de la Fédération Nationale, et NICKMILDER, secrétaire fédéral de la Fédération des Syndicats Chrétiens.

Au cours de cette audience, tous les problèmes que pose au point de vue de la libération des territoires d'Alsace et de Lorraine ont fait l'objet d'un large échange de vues.

Nous avons fait valoir tous les arguments militants pour notre cause et que nous croyons être de l'intérêt aussi bien le notre que celui de notre petite patrie car notre principal souci est de ne pas voir se renouveler les erreurs du passé.

Nous n'avons sans doute pas pu obtenir, M. le Directeur Général sur tous ces points, nous continuerons néanmoins nos efforts pour faire aboutir nos revendications légitimes, dont la solution ne peut que relever le prestige de la France.

M. le Directeur Général a toutefois bien voulu accepter que deux commissions se rendent l'une en Lorraine et l'autre en Alsace, pour permettre d'examiner sur place les possibilités d'un retour prochain des camarades éloignés depuis cinq ans de leur résidence.

La Commission d'Alsace à laquelle nous appartenons s'est mise en route le 24 décembre.

Après un voyage assez pénible mais indispensable pour une formation sans laquelle on n'obtient jamais de succès.

Ce qui est le plus réconfortant dans le courrier reçu à l'Union, c'est l'attachement, le désir d'action à la fois raisonnable et hardie qui anime tous nos amis.

Un des plus saisissants exemples — le plus émouvant à coup sûr — nous en vient d'un coin de France qui de dramatiques circonstances nous rendent particulièrement cher. Nos syndiqués d'une des poches de l'Atlantique ont, en effet, réussi à nous faire parvenir une lettre que nous pourrions nous permettre de publier ici, ce que nous remercions bien, ils nous disent comment, après avoir remplit avec le plus grand courage leur devoir de cheminots résistants, ils se sont organisés pour trouver dans la corrélation des rapports syndicaux un des meilleurs moyens de sentir moins lourdement le poids de l'angoissante attente.

Et savez-vous ce qu'ils ont décidé pour ne rien laisser au hasard ? La création d'un cercle d'études sociales destiné à préparer des militants C.F.T.C. pour

UNION OUEST
16, r. de Budapest — PARIS (IX^e)
Pernance tous les jours, sauf dimanche, de 14 h. à 18 h. 30

l'action qu'ils entendent reprendre dès leur libération !

Belle leçon de cran et d'optimisme à l'voyant dont chacun de nous peut prendre sa part.

Louis BOUTE,

PARIS-RIVE-DROITE. — Le Conseil Syndical, dans sa séance du 18 décembre, considérant la nécessité de faire face aux charges financières croissantes (parmi lesquelles l'établissement de la cotisation fédérale, soucieux par ailleurs de continuer à améliorer le fonctionnement des organismes syndicaux, à tous les degrés, a estimé que le taux de la cotisation mensuelle devait être rajusté au plus tôt. Il a décidé, d'unanimité, de porter ce prix à quinze francs, à partir du 1^{er} janvier 1945. (Derni cotisation pour les retraités).

COURBOVOIE. — Une permanence de la C.F.T.C. est ouverte tous les vendredis, de 18 h. 15 à 19 h. 15, à la Maison du Travail, 5, rue Carle-Hébert. Un militant s'y tiendra à la disposition des Cheminots pour tous renseignements dont ils pourront avoir besoin.

MIGNARD.

LAVAL. — Brillante reprise d'activité, il semble que les cheminots lavallois de nous ne soient pas en retard sur la nécessité et même le devoir de venir rejoindre les rangs de la C.F.T.C., dont les événements ont si profondément modifié la position matérielle et morale dans le pays. Que les derniers hésitants nous apportent sans tarder leur adhésion, le prochain journal rendra compte de notre assemblée générale du 28 janvier.

AURAY

Depuis la Libération et malgré la stabilisation actuelle du front de guerre à moins de 13 km., le Syndicat a repris son activité et même effort contribué à la reconstruction de l'Union locale, en accord avec l'U.D. du Morbihan.

Des réunions ont lieu mensuellement et un grand nombre d'adhésions ont été enregistrées. Chacun de nous doit redoubler d'efforts pour faire comprendre aux derniers hésitants que leur devoir est de venir renforcer au plus tôt notre influence locale.

NANTES

Ainsi que le font savoir d'autre part la presse locale, des tracts et affiches, de grande manifestation d'information et de propagande de la C.F.T.C. aura lieu à Nantes le dimanche 18 février, avec la présence de Marcel POMBOUE, Secrétaire Général adjoint de la C.F.T.C. et André PAILLIEUX, Secrétaire Général de la Fédération, également membre du Bureau Central, tous deux membres de l'Assemblée Consultative provisoire.

RÉGION SUD-EST
15, rue du Port
CLERMONT-FERRAND
Pernance tous les jours
de 18 h. 30 à 19 h. 30
et mercredi de 15 h. à 19 h. 30

FAU, ils ont décidé de former une section spéciale « Cadres et techniciens », sous l'égide de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Cheminots. Ils ont désigné un camarade délégué par service : Exploitation : M. HUMBERT, sous-chef de gare principal à Dijon-ville ; Voie : M. PASDELLOUP, chef de district, à Dijon ; Matériel : M. DUPARAY, contremaître principal aux Ateliers Dijon-Perrigny ; Traction : M. CHASSOT, chef mécanicien au dépôt de Perrigny.

Tous les cadres de l'Arrondissement peuvent s'adresser à ces camarades pour adhésion, renseignements ou suggestions.

LANGOGNE

Réunion le 16 janvier avec le concours du camarade MARDET, des Jeunes. Assistance nombreuse.

Bureau pour 1945 : Président : MICHEL ELIOT ; Vice-Président : FAUCHARD ; Secrétaire : BARTHELEMY ; Secrétaire adjoint : MARTIN ; Trésorier : RIEU ; Receveurs : LOUBIER (gare), LOUBIER (trains). Contrôleurs : CHASSANIS et SERPOLL. Propagande : FAISANDIER ; Délégué : SOUCHON.

MOUCHARD

Le Groupe de Mouchard reconstitué s'est réuni le 9 décembre dernier.

Le Bureau a été ainsi formé :

Président : DAME Joseph ; Secrétaire : GUILLOT Georges ; Trésorier : BIDALOT René.

De nombreux camarades étaient présents et la réunion prouve mieux qu'au cours de l'année dernière que les cheminots syndiqués ont un lien qui unit les cheminots syndiqués.

Quelques adhésions furent recueillies et le nombre sans cesse croissant de celles-ci atteste bien la position excellente du syndicalisme chrétien en face des problèmes sociaux actuels.

ANNECY

L'Assemblée générale du 23 octobre dernier s'est tenue devant une assistance d'une vingtaine de membres.

Notre Président GALLIOT ouvre la séance à 20 h. 30 et fait immédiatement le compte rendu de son voyage à Paris où il a rencontré divers dirigeants confédéraux et fédéraux de la C.F.T.C. entre autres nos camarades TESSIER et PAILLIEUX, ce dernier Secrétaire général de notre Fédération des Cheminots ; il rapporte de ces divers entretiens, une impression des plus favorables quant à l'avenir de notre C.F.T.C.

Les diverses sections techniques ont été formées comme suit :

Exploitation : Hommes d'équipe : MERMILOD ; Brigadiers : GRUPEZ ; Facteurs : NEVEU. Mme METRAL ; Commis : CLARA ; Trains : FACHEAUX ; Service électrique : BOURGUEAU ; Entretien : SIMON ; Voie : BELLEVILLE.

Nous n'avons pas failli à notre tâche et nous nous en félicitons avec notre ami PAILLIEUX pour qui le Réseau Breton nécessite une constante attention, et ne l'ou-

RÉGION SUD-OUEST

62, boulevard de l'Hôpital — Paris (XIII^e)
Pernance tous les soirs de 18 h. à 19 h. 30
et le samedi de 14 h. à 19 heures

TOURNEE EN PROVINCE

Je rentre d'une longue tournée en province. J'ai pu visiter la plupart de nos syndicats de l'ex-P.O. Je dis bien, la plupart, car j'aurais voulu pouvoir passer partout, et notamment sur notre beau Midi. Le temps et les moyens de transport m'ont manqué. Que nos camarades — dont certains m'attendaient — veuillent bien m'excuser ! J'espère bien aller voir ceux que je n'ai pu atteindre à la toute première occasion.

Mes impressions ? Excellentes ! J'ai pu toucher du doigt la vitalité de notre mouvement et le dévouement sans bornes de nos militants. Et quoi de plus réconfortant ?

Dès mon retour, j'ai rendu compte de tout cela, tant à l'Union qu'à la Fédération. J'ai aussi fait part de vos revendications.

Celles-ci sont modestes et justes. Elles peuvent se résumer en deux mots : Salaires, éducation.

Salaires, d'abord ! La question semble plus brûlante en province. A mesure qu'on s'éloigne de Paris, le ravitaillement est un peu moins serré. Certes, ça ne veut pas dire qu'on boive et qu'on mange beaucoup et surtout à meilleur marché. Mais, quelquels, la ménagère peut passer deux ou trois fois par semaine chez le boucher. Elle le pourrait... si son porte-monnaie était mieux garni.

Si !

A l'heure où j'écris ces lignes, la question des salaires, restée pour les fonctionnaires, est posée pour les cheminots. Elle semble en bonne voie de solution. Un peu de patience...

Euphorie, ensuite ! La question n'est simple nulle part. Elle est encore plus complexe dans le Centre et le Midi. A Limoges, le souvenir d'Oradour vous hante. Ailleurs, c'est celui des pendus de Tulle. Plus loin, c'est celui des déportés du collège de Figeac. Partout, du sang, des ruines, des deuils cruels !

L'épuration se fait plus dure qu'ailleurs. Comment s'en étonner ? Elle est une sorte de réaction. Quelquels des inno-

UNION OUEST
16, r. de Budapest — PARIS (IX^e)
Pernance tous les jours, sauf dimanche, de 14 h. à 18 h. 30

Mais notre magnifique journal nous a restitué le plus précieux des contacts ! Il me serait agréable d'avoir confirmation que tout le monde le reçoit bien.

L'activité du Secrétariat reste très grande, toujours des services, est-il besoin de le dire, de tous ceux de nos camarades qui ont besoin d'informations, de conseils ou d'appui.

L'Union locale des Syndicats Chrétiens de Saintes, reconstituée, a fait un gros effort ces temps derniers : ce qui nous permet toujours de vous informer qu'une permanence est ouverte chaque jour, de 17 h. à 19 h. 30, rue d'Alsace. Nous espérons que le meilleur accueil vous est réservé.

Camarades cheminots de Saintes ou de passage dans votre ville, ne manquez pas de nous faire une visite, vous nous ferez plaisir et nous nous efforcerons de vous aider ou de vous renseigner sur toutes les questions qu'il nous sera possible de résoudre.

De plus, un simple coup d'œil sur notre exposition permanente vous renseignera sur les efforts accomplis par nos militants toujours soucieux de voir s'augmenter chaque jour la grande famille syndicale chrétienne.

Aux agents de l'ex-Compagnie de l'Ouest en liquidation

Après de nombreuses démarches, tant au Ministère des Communications qu'à la direction de la S.N.C.F., démarches qui ont été depuis bientôt un an, nous venons d'avoir l'assurance que la situation de nos camarades de l'ex-Compagnie de l'Ouest en liquidation, allait être réglée. Des améliorations importantes vont être apportées au statut pur et simple d'auxiliaires qui avait été appliqué aux intéressés sans tenir compte des services passés. D'ores et déjà, il nous a été assuré que le rapport fait en leur faveur conclut au maintien des droits acquis en matière de congés, de régime maladie et de retraites.

Dans notre prochain numéro nous pensons que nous serons en mesure de donner des détails sur l'aboutissement des revendications dont notre Fédération poursuit avec ténacité l'aboutissement depuis un an.

M. N.

JEUNES

Bonne impression sur le démarrage des groupes locaux de jeunes.

J'ai fait une petite tournée à RENNES et à CHARTRES. Les jeunes syndiqués sont très satisfaits que l'on s'occupe d'eux.

Je rappelle instamment aux Syndicats qu'ils doivent fournir à l'Union le nom d'un responsable local des jeunes.

Dans cette rubrique, au fur et à mesure qu'ils nous parviendront, nous donnerons les noms de ces militants, afin qu'ils puissent correspondre entre eux si besoin est.

Paris-Rive droite : MASSICOT Albert ; Chartres : ROUSSEAU André ; Rennes : LEROY Jean ; Mézières : LANGLOIS.

E. MULARD,

PERIGUEUX

Le Syndicat de Périgueux a transmis à l'Union une étude très complète sur la prime Rowan, accompagnée d'un projet de réforme des primes de rendement.

L'Union Sud-Ouest a fait examiner cet intéressant travail par sa Commission technique régionale du Matériel et de la Traction, ainsi que par les différents syndicats intéressés.

En tous cas, il convient de remercier le Syndicat de Périgueux pour sa belle initiative.

TOULOUSE

Réunion du 6 janvier 1945. Remarqué dans l'auditoire la présence de nouveaux adhérents. Après le compte rendu financier de l'Assemblée, le Président a résumé l'action du Syndicat avant et pendant la guerre et il indique notre position à l'égard des gouvernements successifs en insistant particulièrement sur notre indépendance.

Il montre notre point de vue sur l'unité syndicale et quelles sont nos relations avec la C.G.T.

En fin de réunion, l'assemblée a voté un ordre du jour faisant confiance à la Fédération pour son action, selon les principes de la C.F.T.C. et s'élevant contre l'élevation brutale des tarifs avant le réajustement des salaires insuffisant.

En résumé, une bonne réunion de démarrage.

NARBONNE

Réunion du 13 décembre 1944, avec CORNUT, Président de l'Union S.O., en tournée sur le secteur.

Un large tour d'horizon a permis à CORNUT et aux responsables locaux de constater la parfaite unité de l'action locale et fédérale. Activité qui ouvre les meilleurs espoirs pour notre syndicalisme chrétien.

Impr. J.E.P., 7, rue Cadet, Paris-9^e.
Le Gérant : A. PAILLEUX

Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France

5, Rue Cadet, PARIS (9^e)

Téléphone : Taïbout 40-91 Chèques Postaux : Paris 26-44

... soussigné, déclare adhérer au Syndicat d'.....

(Région :) et en acceptant les statuts.

Nom et Prénoms
Né le à dépt
Titre statutaire : Résidence :
Service : Entré à la S. N. C. F. le
..... le 194

Signature :

Adresse du domicile :

ANNEXE

A détacher en suivant le pointillé

Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France

5, Rue Cadet, PARIS (9^e)

Téléphone : Taïbout 40-91 Chèques Postaux : Paris 26-44

... soussigné, déclare adhérer au Syndicat d'.....

(Région :) et en acceptant les statuts.

Nom et Prénoms
Né le à dépt
Titre statutaire : Résidence :
Service : Entré à la S. N. C. F. le
..... le 194

Signature :

Adresse du domicile :

ANNEXE

A détacher en suivant le pointillé

Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France

5, Rue Cadet, PARIS (9^e)

Téléphone : Taïbout 40-91 Chèques Postaux : Paris 26-44

... soussigné, déclare adhérer au Syndicat d'.....

(Région :) et en acceptant les statuts.

Nom et Prénoms
Né le à dépt
Titre statutaire : Résidence :
Service : Entré à la S. N. C. F. le
..... le 194

Signature :

Adresse du domicile :

ANNEXE

A détacher en suivant le pointillé

Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France

5, Rue Cadet, PARIS (9^e)

Téléphone : Taïbout 40-91 Chèques Postaux : Paris 26-44

... soussigné, déclare adhérer au Syndicat d'.....

(Région :) et en acceptant les statuts.

Nom et Prénoms
Né le à dépt
Titre statutaire : Résidence :
Service : Entré à la S. N. C. F. le
..... le 194

Signature :

Adresse du domicile :